



PROFESSIONNELS - TECHNICIENS - MAITRISES - CADRES D'AIR FRANCE

Roissy, le 03 novembre 2009



Risques Psychosociaux

Un peu d'histoire pour vous permettre de placer le débat, là où il doit être.

Il y a 25 ans, France Télécom s'appelait les PTT. Composée de personnels sous statut de la fonction publique, on y était traditionnellement mal rémunéré mais il faisait bon y travailler et on y restait majoritairement du début à la fin de sa carrière. L'actualité malheureuse de ces derniers mois nous montre l'impact de la destruction du pacte social et des réorganisations incessantes dans une entreprise quand ses partenaires ne sont pas vigilants à empêcher l'intolérable s'y installer. Aujourd'hui, on n'est pas mieux payé qu'avant chez France Télécom mais en prime, on risque de perdre sa vie à vouloir la gagner, tant les conditions de travail sont devenues insoutenables pour nombre de ses collaborateurs.

Notre chère Compagnie, passée du statut public au privé et soutenue à cet instant par la CFE-CGC d'Air France a commencé sa dérive vers des travers qui seront bientôt identiques si nous n'y prenons garde. Le pacte social original qui perdurait depuis des décennies dans notre entreprise subit depuis un an, des coups de boutoir assassins d'une frange certes minoritaire pour l'instant mais qui se multiplie de façon exponentielle. La Direction Générale se pare des attributs de la vierge effarouchée quand on aborde ce sujet mais continue d'avancer sur le terrain de la remise en cause de tous les accords qui ont pu être passés depuis des années.

La CFE-CGC d'Air France a écrit récemment au Président SPINETTA (voir lettre au verso) pour l'alerter sur des pratiques d'un autre âge qui semblent se faire jour dans notre entreprise. Mutations arbitraires, pressions sur des objectifs intenable, comportements inacceptables, la liste serait longue à vous énumérer toutes ces dérives dans le management des salariés, quelque soit leur fonction ou leur niveau.

Aujourd'hui, le sentiment de harcèlement, de harcèlement au travail est unanimement ressenti.

Les critères retenus par la commission gouvernementale sur ce sujet sont explicites. Le collège a retenu six dimensions de risques à caractère psychosocial : les exigences du travail, la charge émotionnelle, l'autonomie et la marge de manœuvre, les rapports sociaux et les relations du travail, les conflits de valeur et l'insécurité socio-économique. Nous y rajouterons la reconnaissance.

Force est de constater qu'étrangement, Air France se situe exactement dans cette cible. Le Plan de Départs Volontaires montre que l'entreprise va mal. La communication sur le sujet a été déplorable. Les départs non remplacés vont accroître la charge de travail de ceux qui resteront. La tension due à l'émotion d'une situation économique sans issue augmente. L'organisation du travail ne laisse plus aucune autonomie à des personnels qui étaient habitués à travailler efficacement en toute confiance avec une hiérarchie qui savait déléguer. Aujourd'hui, aucune marge de manœuvre n'existe plus. Les rapports sociaux et les relations au travail sont inexistantes de par l'attitude de certains de nos dirigeants qui veulent des robots sans états d'âme pour travailler. L'approche du travail comme nous la connaissions tous n'est plus qu'un vague souvenir pour les plus anciens.

Constat amer et pessimiste qui vous montre où nous sommes en train d'en arriver à rejoindre bientôt, le peloton de tête des entreprises à risques psychosociaux si rien n'est entrepris.

Il y a urgence à intervenir pendant qu'il est encore temps de réfléchir sereinement à ce que nous voulons pour notre entreprise. Relevons les manches, tous ensemble pour participer activement à redonner son lustre à un modèle social pour notre Compagnie à qui nous devons tant mais qui est aussi redevable vis-à-vis de nous à l'avoir emmenée vers les sommets.

Pour la CFE-CGC d'Air France, Ronald NOIROT.

Publié et imprimé par **CFE-CGC AIR FRANCE**

Site Internet : <http://cfecgcaf.fr> - Contact : dome@cfecgcaf.fr - Tel : 01 41 56 04 70 - Fax : 01 41 56 04 79



**TECHNICIENS
MAÎTRISES
CADRES**

Monsieur J.C.SPINETTA
Président du CA du groupe AF/KLM

SYCAD2009083

Nombre de pages : 2

Roissy, le 03 novembre 2009

Monsieur Le Président,

Il y a un an déjà, au cours d'une session du CCE, vous nous aviez alertés sur la situation économique difficile de l'entreprise et annoncé une stagnation de l'offre pour les deux années à venir ainsi qu'une baisse programmée des effectifs.

A l'époque, fidèles à nos engagements, nous vous avions réaffirmé notre confiance pour surmonter cette situation économique sans précédent. Un an après, nous pouvons constater que les événements vous ont malheureusement donné raison. La Compagnie s'engage dans un plan de départs volontaires de 1700 personnes. Les résultats de trafic, passagers et fret, s'effritent, chaque jour un peu plus. La sortie du CAC40, en septembre dernier, au-delà du symbole de prestige que cela nous conférerait, risque d'affecter la valorisation de notre cotation boursière.

L'accord social triennal, que nous avons refusé de signer cet été, préfigure à nos yeux, l'effondrement du modèle social d'Air France. Les menaces sur l'avenir des retraites engendrent une grande déception auprès des salariés de moins de 60 ans et de nombreuses questions restent encore sans réponses sur ce sujet toujours sensible. Face à cette situation, la Direction Générale d'Air France n'apporte pas de réponses aux inquiétudes légitimes des salariés. Les résultats d'exploitation du second trimestre, qui auraient dû être portés à la connaissance de tous en juillet dernier, ne nous sont toujours pas parvenus. C'est par la presse que les agents apprennent les détails de la future réorganisation. Le malaise est également flagrant chez nos collègues PNT. Ils ne comprennent plus la communication de la Compagnie depuis l'accident du vol 447. Ils souhaitent et attendent une réforme profonde de la sécurité des vols et se heurtent à l'incompréhension et au refus de la Direction Générale.

Monsieur Le Président, la CFE-CGC a toujours assumé ses responsabilités syndicales et vous le savez bien.

Notre organisation ne néglige jamais aucune piste pour faire évoluer une situation que d'aucuns considèrent comme difficile.

La situation sociale dans laquelle se trouve notre Compagnie nous préoccupe.

Les salariés sont de plus en plus esseulés, livrés à eux-mêmes. Leur situation se fragilise.

Les inégalités et les injustices augmentent et dans ce contexte de crise et de tension, prennent une nouvelle dimension alarmante.

La gestion des accidents du travail et leur suivi, les sous-effectifs sectoriels et leurs conséquences sur les horaires ont une incidence inquiétante sur l'équilibre familial et professionnel des agents. Les disparités de traitement, les affaires dévoilées dans la presse, le bien être des uns et l'inconfort des autres génèrent défiance et anxiété. La sécurité des clients et des personnels, préoccupation naturelle dans notre profession, tend à devenir obsessionnelle mais s'exerce plus dans le doute que dans la sérénité.

C'est pour ces raisons, que la CFE-CGC, fidèle à ses principes de solidarité et de soutien à l'ensemble des personnels et à son attachement à la Compagnie et à son image, sollicite solennellement votre intervention pour faire procéder à un audit, sans concession, sur le stress, les conditions de travail et les risques psychosociaux.

Ce signe fort, donné à l'ensemble des personnels du groupe Air France / KLM sera considéré comme un signe d'espoir, un élément fédérateur propice à la reconstruction morale et sociale de notre entreprise.

Notre groupe en est à sa 4^{ème} fusion. Cet audit et les mesures qui l'accompagneront, permettront une meilleure synergie au sein du groupe.

Monsieur Le Président, montrez à tous les salariés que vous êtes toujours à leur écoute, que le pacte social qui s'était construit au cours de la longue histoire d'Air France n'a pas disparu, que le bien-être des femmes et des hommes qui font grandir notre entreprise est toujours essentiel à vos yeux.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sincères salutations,

Au nom de la CFE-CGC AF,
Ronald NOIROT, Secrétaire Général

copie : P.H GOURGEON Directeur Général
J.F COLIN Directeur Général Ressources Humaines
P. MIE Directeur des Affaires Sociales